

*Questions orales*

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, je m'excuse mais nous ne savions pas ce que la Commission et le Conseil de la CEE ont adopté et annoncé aujourd'hui.

Je dois dire que je trouve inadmissible et même insultant que les députés élus au Conseil européen approuvent des quotas de 32 000 tonnes métriques de morue du nord juste à l'extérieur de notre zone de 200 milles, alors que nous avons du mal à trouver suffisamment de poisson pour nos pêcheurs et les travailleurs de nos usines de poisson.

Cela est contraire à tous les principes de gestion internationale des ressources de nos océans, et le Canada va protester avec la plus grande énergie contre cette décision.

**M. Murphy:** Monsieur le Président, le ministre prétend qu'il n'était pas au courant de la décision européenne. J'en ai parlé devant lui et devant le ministre du Commerce extérieur, et j'ai mentionné cela à la Chambre. S'il ne sait pas ce qui se passe en Europe, comment peut-il avoir la prétention de représenter la population du Canada atlantique?

**M. Siddon:** Monsieur le Président, nous connaissons un rapport du conseil scientifique de la CEE au Conseil européen qui suggérait un abaissement marqué des quotas européens, en fait le respect de six quotas pour les stocks gérés par la l'OPANO.

• (1450)

En fait, le conseil a pris le contre-pied de ces recommandations et a augmenté unilatéralement les quotas, de façon tout à fait contraire aux accords conclus de longue date à l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest, suivant lesquels ces quotas, par exemple ceux de la morue du nord, doivent être à zéro: pas une seule morue, pas une seule livre de poisson, néant.

Je répète que nous jugeons que ce quota de 32 000 tonnes métriques dépasse largement toute commune mesure. C'est une insulte.

\* \* \*

**L'EMPLOI**

**M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Un an après que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a accéléré les réductions des

droits de douane sur les meubles américains, avec en plus un dollar à 86 cents et des taux d'intérêt élevés, les grands fabricants de meubles commencent à réduire graduellement leurs activités et à déménager au sud. Sept grandes entreprises ont déjà ouvert des usines dans le sud des États-Unis.

Vendredi, Goldcrest Furniture, dans ma circonscription d'Eglinton—Lawrence, fermera ses portes, mettant à pied 120 travailleurs spécialisés et employés de production, et réglant leur sort à 120 autres.

Où la ministre suggère-t-elle que ces employés et d'autres aillent pour trouver du travail, puisque l'industrie du meuble de ce pays est lentement, mais sûrement, tuée par les politiques de son gouvernement?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer que ma circonscription jouxte celle du député. Les députés de ce côté s'inquiètent toujours de voir des mises à pied, ce qui arrive de temps à autre dans toute économie et plus particulièrement dans une économie prospère où de nouveaux emplois se présentent tous les jours.

Je voudrais qu'il se souvienne que dans sa circonscription, comme dans la mienne, il y a le plein emploi.

**M. Volpe:** Monsieur le Président, puisque nous parlons de géographie, ma circonscription a une classe moyenne, une classe ouvrière et une base industrielle. Je ne représente pas Forest Hill, comme elle.

C'est la politique du gouvernement qui abolit les emplois. Il y a 26 000 employeurs dans le secteur du meuble qui travaillent à un niveau où ils ne seraient compétitifs que si le dollar valait 8 cents de moins. Les politiques du gouvernement sont responsables d'une augmentation de 29 p. 100 des importations de meubles en provenance des États-Unis, ce qui fait que notre excédent commercial avec les États-Unis a diminué de 54,5 p. 100 dans le domaine du meuble.

Comment la ministre peut-elle rester à ne rien faire alors que les politiques de son gouvernement abolissent des possibilités d'emploi au Canada pour les transporter au sud?

**Mme McDougall:** Monsieur le Président, de toute évidence, le député ne connaît pas mieux sa circonscription qu'il ne connaît la mienne. Qu'il sache que dans la ville dont nous venons, comme dans toute autre partie du Canada, il y a des gens qui ont des difficultés économiques temporaires.